



**Rapport Financier Semestriel**  
**30 JUIN 2016**

**Keyrus**  
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL 4.319.467,50 €  
SIEGE SOCIAL : 155, RUE ANATOLE FRANCE 92300 LEVALLOIS-PERRET  
400 149 647 RCS NANTERRE

## **SOMMAIRE**

### **I RAPPORT D'ACTIVITE DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2016**

### **II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR**

### **III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2016**

**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**

**BILAN CONSOLIDE**

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES**

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

### **IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2016**

### **V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

# I- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

## 1. Faits marquants de la période

Le Groupe **Keyrus** enregistre un chiffre d'affaires consolidé au premier semestre 2016 de 113.3M€, en progression de 13,0% (11,4% à périmètre et taux de change constants). Dans la continuité de l'année 2015, cette croissance est principalement tirée par les activités Grands Comptes qui progressent fortement (chiffre d'affaires en hausse de 17,1% – 15,0% à périmètre et taux de change constants – par rapport au 30 juin 2015). Les activités Mid-Market connaissent, quant à elles, un premier semestre stable en termes de chiffre d'affaires, performance toutefois satisfaisante au regard du marché et de la fin des activités non récurrentes liées à la mise en place de la DSN (Déclaration Sociale Nominative).

Les activités Grands Comptes ont vu leur chiffre d'affaires augmenter au premier semestre de +17,1% en données publiées. Cette forte croissance s'explique d'une part, par le positionnement de spécialiste de la Data et du Digital, domaines d'excellence de Keyrus qui sont au cœur des préoccupations de l'ensemble des organisations, et d'autre part, par les investissements importants réalisés en début d'exercice au niveau commercial et marketing en France et à l'international. Cette croissance est bien répartie sur l'ensemble des régions que couvre le groupe Keyrus. Certains pays sont toutefois à niveau de ventes en ligne ou en légère baisse par rapport à 2015, sans que cela impacte la rentabilité de ces zones (Canada et Espagne principalement).

Du fait de la fin des projets liés la mise en place de la DSN fin 2015, les activités Mid-Market connaissent un premier semestre 2016 stable en terme de chiffre d'affaires (24,0M€). Hors DSN, ces activités connaissent une reprise dynamique, tant en termes de ventes de licences qu'en termes de prestation de services et de maintenance. La prise de commande satisfaisante du premier semestre laisse également envisager un second semestre 2016 sur la même tendance.

### Acquisitions de la période

Durant le premier semestre 2016, le Groupe Keyrus a pris une participation majoritaire dans trois nouvelles sociétés. Par ailleurs, des minoritaires de filiales ont été rachetés. Ces acquisitions sont détaillées ci-après :

- Rachat de 51% de Navigha par Keyrus Belgique, société de conseil en management opérant sur le marché belge et réalisant un chiffre d'affaires de près de 4M€. Cette opération a été réalisée en apportant les activités de conseil en management belges de Keyrus à Navigha et en créant un acteur du conseil de près de 50 collaborateurs renommé Keyrus Management Belgique.
- Rachat de 55% de Medqualis par Keyrus SA, société spécialisée en Biopharma opérant au Canada et au Nord des Etats-Unis et réalisant un chiffre d'affaires de près de 1M€. Cette acquisition permet aux activités Biopharma de Keyrus de pénétrer le marché nord-américain.
- Rachat de 100% de Creac'h par Keyrus Management. Creac'h est un cabinet de conseil en management parisien spécialisé dans la fonction RH et le SIRH et réalisant

un chiffre d'affaires de près de 1M€. Cette acquisition vient renforcer la division RH de Keyrus Management.

- Rachat de titres de minoritaires sur BIPB (24,5%) par Keyrus SA, ce qui porte la participation de Keyrus dans BIPB à 100%.
- Rachat de titres de minoritaires sur Up Generation (20%) par Keyrus SA, ce qui porte la participation de Keyrus dans la société à 100%.
- Rachat de titres de minoritaires sur Keyrus Management Régions (5%) par Keyrus SA, ce qui porte la participation de Keyrus dans la société à 90%.
- Création d'une filiale à 100% en zone franche de Dubaï qui a pris le contrôle de l'entité dubaïote précédemment détenue à 20% par BIPB.

## **2. Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires du groupe Keyrus se décompose comme suit :

- Grands Comptes : 89,3M€
- Mid Market : 24,0M€

## **3. Résultats**

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2016 s'élève à 2,4M€, contre 3,1M€ au premier semestre 2015, avec une baisse 0,8M€ de rentabilité des activités Grands Comptes, alors que le groupe a investi fortement au niveau commercial et marketing et n'a pas ralenti ses investissements en termes d'innovation et de déploiement de l'offre globale Keyrus au niveau international. Des investissements ont également été réalisés en encadrement et en direction stratégique afin de permettre à Keyrus de maîtriser sur les prochaines années les enjeux de sa croissance. Le groupe Keyrus réalise une croissance organique de +11,4% sur le premier semestre 2016 avec une nouvelle dynamique sur les activités Grands Comptes, où les efforts continus du groupe en termes d'innovation et de positionnement des offres de Data Intelligence et de Digital Experience, ainsi que la verticalisation des offres au travers des activités de Management Consulting, ont permis au pôle de profiter pleinement de la reprise générale des investissements dans ces domaines d'expertise et seront le principal vecteur de croissance pour les prochaines années.

Le résultat opérationnel s'élève à 1,6M€ contre 2,5M€ au premier semestre 2015. Il enregistre un certain nombre de coûts non récurrents (0,9M€), en partie liés à l'adaptation et au renouvellement nécessaire de fonctions dirigeantes, en particulier en France.

Le coût de l'endettement financier est à 0,6M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2015. Le résultat financier intègre également d'autres produits et charges financiers (produits de désactualisation et pertes de change principalement) pour un montant net de +365K€.

Le résultat avant impôt ressort donc à 1,3M€ contre 2,3M€ au 30 juin 2015.

La charge d'impôts totale est en hausse à (1,2)M€ contre (0,8)M€ au 30 juin 2015. Cependant, l'impôt exigible n'augmente que de 0,1M€, le reste de la hausse provenant des impôts différés, donc sans impact de trésorerie immédiat.

En conséquence, le résultat net s'établit à 0,1M€.

Le résultat net par action (dilué) ressort à 1 centimes par action contre 11 centimes au premier semestre 2015.

#### **4. Flux de trésorerie**

La trésorerie s'élève à 16,8M€ au 30 juin 2016, en baisse de 3,5M€ par rapport au 31 décembre 2015.

La dette financière brute (hors put, earn-out et dettes sur acquisitions de filiales) augmente de 0,5M€ passant de 31,5M€ à 32,0M€. Au cours du premier semestre, Keyrus SA a conclu une ligne de crédit syndiquée pour financer sa croissance externe d'un montant maximal de 18M€. Keyrus a également conclu un prêt sur 7 ans de 5M€ avec BPI France.

La dette nette s'élève à 15,3M€ au 30 juin 2016 contre 21,8M€ un an auparavant et 13,9M€ au 31 décembre 2015. La créance relative au Crédit Impôt Recherche de 2012 a été remboursée au cours du premier semestre alors que ces dernières années les remboursements intervenaient au cours du second semestre. En conséquence, le financement de 7,5M€ de cette créance s'est concomitamment éteint, d'où une baisse significative de la dette nette par rapport à l'année dernière. Comme chaque année, le groupe connaît une augmentation de son besoin en fonds de roulement au 30 juin du fait de la saisonnalité de l'activité. Cependant, on peut également noter une hausse non normative du poste clients échus de 2,5M€. Ce décalage d'encaissements ne présente pas de risque particulier et les actions correctrices ont été menées pour revenir à une situation normale en septembre.

#### **5. Bilan**

Les actifs non courants ressortent à 79,0M€ au 30 juin 2016 contre 70,7M€ au 31 décembre 2015. L'augmentation s'explique principalement par la hausse du goodwill consécutive aux acquisitions du premier semestre.

Les actifs courants hors trésorerie diminuent de 88,2M€ à 82,0M€ à la suite du remboursement de la créance de Crédit Impôt Recherche de 2012.

Les capitaux propres consolidés augmentent légèrement à 39,8M€ au 30 juin 2016 contre 39,3M€ au 31 décembre 2015.

Suite au refinancement intervenu au premier semestre, la maturité de la dette financière a été significativement allongée. En conséquence, les passifs non courants passent de 20,5M€ au 31 décembre 2015 à 29,7M€ au 30 juin 2016.

Ce refinancement ainsi que le remboursement du financement du Crédit Impôt Recherche de 2012 explique la baisse des passifs courants de 119,3M€ au 31 décembre 2015 à 108,3M€ au 30 juin 2016.

## **6. Principales transactions avec les parties liées**

L'ensemble des transactions concerne des opérations courantes entre les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

## **7. Evénements postérieurs**

Dans la continuité de sa stratégie d'investissements dans l'innovation et les offres différenciantes mais complémentaires de son offre de valorisation de la donnée et de transformation numérique, Keyrus a pris une participation minoritaire dans la société Z#bre, acteur pionnier du conseil et du développement de stratégie, de produits et de services autour de l'« objet connecté ». Cet investissement scelle un accord de partenariat commercial et technologique entre nos deux sociétés : non seulement celles-ci conjuguent leurs forces commerciales et leurs expertises technologiques pour répondre aux enjeux de l'objet connecté que peuvent avoir nos clients, mais Z#bre pourra également exploiter la plateforme Rays de traitements algorithmiques développée par Keyrus pour compléter sa propre plateforme et apporter une compréhension plus pointue de l'expérience client autour des objets connectés déployés.

Les parts d'un minoritaire de Keyrus Capital Market détenant 17% de la société ont été reprises.

Après avoir conforté une place solide au Brésil, le groupe souhaite se développer progressivement en Amérique Latine en commençant par les marchés porteurs actuels. Ainsi, une filiale est en cours de constitution en Colombie.

Absys-Cyborg continue sa stratégie d'acquisitions ciblées de fonds de commerce afin de renforcer sa base installée, d'acquérir de nouveaux clients sur lesquelles développer les ventes en rebond et d'optimiser la productivité de sa force de production. Dans ce cadre, Absys-Cyborg a conclu, en juillet 2016, le rachat du fonds de commerce I-Car, base installée Sage spécialisée sur les concessionnaires automobiles.

## **8. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice**

Les principaux facteurs de risque auxquels le groupe Keyrus pourrait être confronté sont détaillés au chapitre 1.7 du Rapport de Gestion, présent dans le document de référence 2015 enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 avril 2016 sous le numéro D.16-0450.

Le groupe n'a pas connaissance de nouveaux risques significatifs que ceux présentés dans le document de référence 2015.

## **II- PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR**

Dans le contexte actuel, nos deux secteurs d'activité font face à des situations de marché différentes.

Nos activités Grands Comptes bénéficient d'un marché dynamique et en reprise. Elles aident en effet les grandes organisations, souvent très internationales, à exploiter les données et informations disponibles pour améliorer leur performance et développer leurs affaires. Ce domaine d'activité connaît néanmoins ses difficultés propres, liées à la concurrence importante entre les divers prestataires de service et à la complexité grandissante des projets et des technologies.

Nos activités Mid-Market, principalement françaises et avec un portefeuille de clients de type PME et ETI, connaissent une reprise de l'activité récurrente sur les solutions distribuées. Cette reprise est toutefois compensée par la fin anticipée des travaux liés à la réglementation DSN à la fin de l'année 2015. Elles bénéficient également d'une récurrence plus grande de leurs prestations, en raison d'une base clients installée importante. Ce socle d'activité solide nous permet de passer un cap de moindre activité en ventes de nouveaux projets et reventes des licences logiciels pour les réaliser. Cependant, il s'agit d'un marché très fluctuant qui incite à rester prudent quant à l'évolution à venir de l'activité.

Dans les deux cas, nous mettons l'accent sur l'innovation, la qualité de nos prestations et de nos relations clients et envisageons pour le groupe la poursuite de la croissance au deuxième semestre.

### III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2016

#### KEYRUS

#### I. — Compte de résultat consolidé

En milliers d'€	Notes	30/06/2016 6 mois	30/06/2015 6 mois	31/12/2015 12 mois
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>5</b>	113 332	100 334	201 953
Autres produits de l'activité		108	190	315
<b>Total produits des activités ordinaires</b>		<b>113 440</b>	<b>100 524</b>	<b>202 268</b>
Achats consommés		-41 028	-36 104	-73 311
Charges de personnel	<b>6</b>	-69 020	-60 835	-116 324
Impôts et taxes		-1 440	-1 143	-2 032
Dotations aux Amortissements	<b>11</b>	-575	-565	-1 169
Reprises de provision & Pertes de valeur		1 071	1 294	805
Autres produits et charges opérationnels		-44	-108	-2 165
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>		<b>2 405</b>	<b>3 063</b>	<b>8 072</b>
Autres produits opérationnels	<b>7</b>	87	82	172
Autres charges opérationnelles	<b>7</b>	-871	-628	-2 527
<b>Résultat Opérationnel</b>		<b>1 621</b>	<b>2 517</b>	<b>5 717</b>
Coût de l'endettement financier net	<b>8</b>	-639	-614	-1 461
Autres produits et charges financiers	<b>8</b>	365	356	854
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>1 347</b>	<b>2 259</b>	<b>5 110</b>
Impôts sur le résultat	<b>9</b>	-1 228	-833	-1 810
<b>Résultat net</b>		<b>119</b>	<b>1 426</b>	<b>3 300</b>
Dont:				
Part du Groupe		82	1 665	3 717
<i>Part des minoritaires</i>		37	-238	-417
Résultat par action		0,01	0,11	0,24
Résultat dilué par action		0,01	0,11	0,24



## II. — Etat du résultat global consolidé

*Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres*

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2016 6 mois	30/06/2015 6 mois	31/12/2015 12 mois
Résultat net de l'ensemble consolidé	119	1 426	3 300
<b>Autres éléments du résultat global :</b>			
Eléments ne devant pas être reclassés en résultat net :			
régimes à prestations définies		-53	73
- Impôts sur les éléments ne devant pas être reclassés		18	-24
<i>Sous total des éléments ne devant pas être reclassés</i>		-35	49
Eléments devant être reclassé ultérieurement en résultat net :			
- Ecart de conversion	172	316	-89
- Impôts sur les éléments devant être reclassés	-79	-27	116
<i>Sous total des éléments devant être reclassés</i>	92	289	27
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôts</b>	<b>92</b>	<b>253</b>	<b>76</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>211</b>	<b>1 680</b>	<b>3 376</b>
<i>Dont part du Groupe</i>	188	1 834	3 724
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	23	-154	-348

### III. — Bilan consolidé

ACTIF	Notes	En milliers d'€		
		30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Goodwill	10	45 018	42 488	40 312
Immobilisations Incorporelles	11	327	679	386
Immobilisations Corporelles	11	3 296	2 450	2 533
Autres actifs non courants	12	25 809	24 190	22 777
Impôts différés actifs	9	4 547	5 196	4 651
<b>Total Actif Non Courant</b>		<b>78 997</b>	<b>75 003</b>	<b>70 658</b>
Stocks et en cours	13	19	57	6
Créances clients et autres débiteurs	14	82 013	80 900	88 165
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	16 753	14 309	20 297
<b>Total Actif Courant</b>		<b>98 784</b>	<b>95 267</b>	<b>108 468</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>177 781</b>	<b>170 270</b>	<b>179 127</b>

  

PASSIF	Notes	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Capital		4 241	4 241	4 241
Primes d'émission		20 942	20 942	20 942
Réserves consolidées		13 529	10 349	10 350
Résultat consolidé		82	1 665	3 717
<b>Capitaux Propres Part du Groupe</b>		<b>38 795</b>	<b>37 197</b>	<b>39 251</b>
Intérêts minoritaires		964	291	36
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>39 759</b>	<b>37 488</b>	<b>39 287</b>
Provisions	16	7 474	9 450	8 585
Passif financiers	17	22 135	14 472	11 782
Impôts différés passifs	9	111	505	174
<b>Total Passif Non Courant</b>		<b>29 720</b>	<b>24 426</b>	<b>20 541</b>
Provisions	16	2 856	1 740	2 743
Passifs financiers	17	15 656	25 211	25 273
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	19	24 655	23 833	27 519
Dettes fiscales et sociales	19	40 500	37 448	40 288
Autres passifs	19	24 636	20 124	23 477
<b>Total Passif Courant</b>		<b>108 302</b>	<b>108 356</b>	<b>119 299</b>
<b>Total du passif</b>		<b>177 781</b>	<b>170 270</b>	<b>179 127</b>

## IV — Tableaux des flux de trésorerie consolidés

OPERATIONS	En milliers d'€		
	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Résultat net	119	1 426	3 300
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-347	-288	-580
Dotations nettes Amortissements et pertes de valeurs	-624	-477	2 009
Plus et moins-values de cession	10	5	-458
Elim. des autres charges et produits calculés	73	53	100
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>-769</b>	<b>719</b>	<b>4 370</b>
Coût de l'endettement financier net	639	614	1 461
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 228	833	1 810
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt</b>	<b>1 099</b>	<b>2 166</b>	<b>7 642</b>
Impôts versés	-1 376	-818	-1 625
<b>Variation du BFR</b>	<b>3 209</b>	<b>-4 096</b>	<b>437</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>2 931</b>	<b>-2 748</b>	<b>6 453</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 183	-738	-1 378
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		58	4
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières			1 208
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-495	-295	-497
Incidence des variations de périmètre	-1 687	-1 020	-1 425
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-3 366</b>	<b>-1 995</b>	<b>-2 088</b>
Rachats et ventes d'actions propres		-6	18
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-15 381	-3 028	-12 178
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	10 686	1 971	13 146
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-598	-605	-1 447
Autres flux liés aux opérations de financement			
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>-5 294</b>	<b>-1 668</b>	<b>-460</b>
Incidence des variations des cours des devises	-15	178	3
Incidence des changements de principes comptables	150	354	-2
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>-5 593</b>	<b>-5 879</b>	<b>3 906</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture	20 263	16 357	16 357
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture (Note 17)	14 669	10 478	20 263

## V — Variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital Social	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différence de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31/12/2014	4 241	20 942	7 129	365	2 826	35 504	307	35 811
Affectation résultat & reclassement			2 826		-2 826			
Incidence des changements de méthodes			129			129		129
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			164	-156		7	69	76
Résultat 2015					3 717	3 717	-417	3 300
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>			<b>164</b>	<b>-156</b>	<b>3 717</b>	<b>3 724</b>	<b>-348</b>	<b>3 376</b>
Variation de l'auto détention			18			18		18
Variation de périmètre et autres			-124			-124	77	-47
<b>Solde au 31/12/2015</b>	<b>4 241</b>	<b>20 942</b>	<b>10 142</b>	<b>209</b>	<b>3 717</b>	<b>39 251</b>	<b>36</b>	<b>39 287</b>
Affectation résultat & reclassement			3 717		-3 717			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-79	185		106	-14	92
Résultat 2016					82	82	37	119
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>			<b>-79</b>	<b>185</b>	<b>82</b>	<b>188</b>	<b>23</b>	<b>211</b>
Augmentation de capital							15	15
Variation de périmètre et autres			-644			-644	891	247
<b>Solde au 30/06/2016</b>	<b>4 241</b>	<b>20 942</b>	<b>13 135</b>	<b>394</b>	<b>82</b>	<b>38 795</b>	<b>964</b>	<b>39 759</b>

## VI — Notes annexes

(Les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire)

### GENERALITES

Keyrus (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote du marché Euronext de Nyse Euronext compartiment C (small caps) de la Bourse de Paris.

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016 reflètent la situation comptable de Keyrus et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Le conseil d'Administration a arrêté les états financiers semestriels consolidés le 21 septembre 2016 et donné son autorisation de publication des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2016.

## **Note 1. – Principes comptables**

Les comptes semestriels consolidés résumés 2016 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêts intermédiaires.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels de Keyrus et de ses filiales (ci-après le « Groupe ») qui sont publiés au titre du premier semestre 2016 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci-après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union Européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2016. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est à dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Pour rappel, dans le cadre des options offertes par la norme IAS 1, le Groupe avait décidé en 2005 :

- de ne pas procéder au retraitement rétrospectif des écarts d'acquisition constatés avant le 1er janvier 2004 ;
- de transférer en « réserves consolidées » les écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004 ;
- de comptabiliser les écarts actuariels sur les engagements envers les salariés non encore constatés au 1er janvier 2004 en provisions pour retraites en contrepartie des capitaux propres.

Toutes les normes et interprétations appliquées par le groupe Keyrus dans les présents comptes sont compatibles avec les directives européennes d'une part et les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne d'autre part. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

### **Evolution des règles et méthodes comptables**

Les principes et méthodes comptables utilisés pour la préparation des comptes semestriels consolidés résumés sont identiques à ceux retenus pour la clôture annuelle au 31 décembre 2015, à l'exception des normes, amendements et interprétations IFRS endossés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1er janvier 2016.

Les normes, amendements et interprétations IFRS suivants, d'application obligatoire au 30 juin 2016, n'ont pas eu d'impact significatif dans les comptes :

- Amendement IFRS 11 - Acquisition d'une participation dans une opération conjointe
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 - Clarifications sur l'application de l'exemption de consolidation
- IAS 1 - Initiative sur l'information à fournir
- IAS 16 et IAS 38 - Clarification sur les modes d'amortissement acceptables
- IAS 16 et IAS 41 - Plantes productrices

- IAS 19 - Régimes à prestations définies: cotisation des membres du personnel
- IAS 27 - Utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les comptes individuels
- Annual improvements (cycle 2010-2012) - améliorations annuelles des normes IFRS publiées en décembre 2013
- Annual improvements (cycle 2012-2014) - améliorations annuelles des normes IFRS publiées en septembre 2014

Par ailleurs, le Groupe n'a pas choisi d'appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations suivants d'application facultative au 30 juin 2016 :

- IFRS 9 - Instruments financiers
- IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients
- IFRS 16 - Locations
- Amendements à IAS 7 - Informations liées aux activités de financement
- Amendements à IAS 12 - Comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre de pertes latentes
- Amendements à IFRS 2 - Classements et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Ces normes et amendements seront d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2017 ou postérieurement, étant précisé que le Groupe analyse actuellement les impacts potentiels de leur entrée en vigueur.

***Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés*** : les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

#### 1) ***Méthodes de consolidation*** :

a) Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Par contrôle on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

b) Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de

l'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

2) **Regroupements d'entreprises** : Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en goodwill. Si, après ré-estimation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

3) **Intérêts minoritaires** : lorsque la prise de contrôle est inférieure à 100%, la norme IFRS 3 révisée offre l'option, disponible pour chaque regroupement d'entreprise, de comptabiliser l'écart d'acquisition soit sur une base de 100%, soit sur la base d'un pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle). La participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est ainsi évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable.

Pour les acquisitions d'intérêts complémentaires d'une filiale, réalisées à partir du 1er janvier 2010 et qui ne modifient pas le contrôle exercé sur cette filiale, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres part du Groupe, sans changer la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition. La part de ces acquisitions payée en numéraire, nette des frais d'acquisition associés, est classée en flux de trésorerie liées aux opérations de financement du tableau des flux de trésorerie consolidés

En application de IAS 32 lorsque les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle disposent d'options de vente de leur participation au Groupe, une dette financière est constatée à la date de clôture pour un montant correspondant à la juste valeur de l'option.

La contrepartie de la dette induite par ces engagements est :

- D'une part l'élimination de la valeur comptable des intérêts ne conférant par le contrôle correspondants ;
- D'autre part, une diminution des capitaux propres part du Groupe : l'écart entre le prix d'exercice des options accordées et la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle est présenté en diminution des « résultats accumulés ». Cette rubrique est ajustée à la fin de chaque période en fonction de l'évolution du prix d'exercice des options et de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle.

4) **Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères** : Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Réserve de conversion ».

Les goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

5) **Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères** : Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers) à l'exception des écarts sur les emprunts en monnaie étrangère qui constituent une couverture d'un investissement net dans une entité étrangère. Ceux-ci sont directement imputés sur les capitaux propres jusqu'à la sortie de l'investissement net.

6) **Immobilisations incorporelles et corporelles.** : Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

a) **Autres immobilisations incorporelles** : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des relations clients amortis sur 5 ans et des logiciels. Ces derniers sont soit acquis ou créés, à usage interne. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur une durée de 3 ans au maximum.



Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie. Toutes les immobilisations incorporelles (hors goodwill) sont amorties sur leur durée de vie estimée.

b) **Immobilisations corporelles** : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Agencements, Installations techniques	8 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Mobilier	8 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

7) **Goodwills** : Les goodwill représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale à la date d'acquisition. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les titres des participations. Les goodwill comptabilisés séparément font l'objet, une fois par an, d'un test de dépréciation. La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des entités opérationnelles du groupe, aux actifs nets correspondants (y compris goodwill). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en termes de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacun des segments opérationnels ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle. Lors d'une prise de contrôle les intérêts ne conférant pas le contrôle sont comptabilisés soit à leur quote part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise soit à leur juste valeur. Dans ce dernier cas, l'écart d'acquisition est alors majoré de la part revenant à ces intérêts ne conférant pas le contrôle. Ce choix se fait de manière individuelle pour chaque opération d'acquisition.

Les dépréciations relatives aux goodwill ne sont pas réversibles.

8) **Actifs financiers non courants** : Ce poste comprend essentiellement des prêts, des dépôts de garantie et des titres de participation non consolidés. Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme des actifs financiers disponibles à la vente conformément à la norme IAS 39. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont comptabilisées dans les capitaux propres.

En cas de perte de valeurs définitives, le montant de la dépréciation est comptabilisé en résultat de la période.

A chaque clôture, un examen des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

9) **Stocks** : Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

10) **Clients et autres débiteurs** : Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) **Titres d'autocontrôle** : Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

12) **Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel** :

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraite.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autres obligations que le paiement des cotisations.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, le Groupe provisionne son obligation au titre des prestations de retraite définies pour ses salariés.

Régimes à cotisations définies : Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestations définies : Pour les régimes de retraite à prestations définies et les indemnités de cessation de service, les estimations des obligations du Groupe sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS 19 – "Avantages du personnel", en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire, les gains et pertes actuariels et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations sont enregistrés en réserve. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. Les effets ayant un impact sur le résultat sont comptabilisés dans le résultat opérationnel courant hors l'impact de la désactualisation qui est inclus dans le résultat financier.

13) **Provisions pour restructuration** : Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les montants provisionnés correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif. L'effet du passage du temps est comptabilisé en coût de financement.

14) **Provisions Garantie / Risques projets** : Certains contrats de prestations de services au forfait sont assortis d'une période de garantie. L'évaluation du coût de la garantie est basée sur l'analyse des données historiques. Par ailleurs, une provision complémentaire est le cas échéant dotée pour couvrir :

- Des risques spécifiques de réalisation et de bonne fin sur certains projets,
- Des risques liés à l'utilisation de technologie émergente dans le cadre de contrats clients.

15) **Instruments hybrides** : Certains instruments financiers contiennent à la fois une composante de passif financier et une composante de capitaux propres. C'est notamment le cas des obligations à bons de souscriptions et / ou d'acquisition d'actions. Les différentes composantes de ces instruments sont comptabilisées dans les capitaux propres et dans les passifs financiers pour leurs parts respectives, telles que définies dans la norme IAS 32 – "Instruments financiers : Présentation". La composante classée en passif financier est évaluée en date d'émission. Elle correspond à la valeur des flux futurs de trésorerie contractuels (incluant les coupons et le remboursement) actualisés au taux de marché (tenant compte du risque de crédit à l'émission) d'un instrument similaire présentant les mêmes conditions (maturité, flux de trésorerie) mais sans option de conversion ou de remboursement en actions. La composante classée en capitaux propres est évaluée par différence entre le montant de l'émission et la composante passif financier comme définie précédemment.

16) **Emprunts portant intérêt** : Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

17) **Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés** : Le Groupe utilise des swaps de taux pour gérer son exposition aux risques de taux. L'objectif de ces swaps est de convertir des instruments financiers soit de taux fixe à taux variable, soit de taux variable à taux fixe. Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en juste valeur. La comptabilisation des variations de juste valeur dépend de l'intention d'utilisation de l'instrument dérivé et du classement qui en résulte. Le Groupe désigne ses instruments dérivés conformément aux critères établis par la norme IAS 39 – "Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation". Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées en capitaux propres pour la part efficace et en résultat de la période pour la part inefficace. Le montant enregistré en capitaux propres est reclassé en résultat lorsque l'élément couvert affecte ce dernier.

18) **Impôts différés** : Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Le Groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de la même autorité fiscale.

19) **Chiffre d'affaires** : Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.). Ils sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut

être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Pour le chiffre d'affaires relatif aux licences, ventes ou autres revenus associés à des logiciels, le groupe reconnaît le revenu en général à la livraison du logiciel. Pour les transactions impliquant des prestations de services, le groupe reconnaît des revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus selon la méthode du pourcentage d'avancement.

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, de technologie et de fonction, ou de finalité ou d'utilisation. En application de la norme IAS 11, les sociétés du Groupe comptabilisent leurs contrats de construction selon la méthode de l'avancement. La méthode à l'avancement est fondée sur des indicateurs de développement du projet liés au nombre d'heures ou aux coûts encourus sur les coûts totaux réestimés périodiquement projet par projet. Dès lors qu'un dépassement des coûts totaux prévisionnels sur la facturation prévue apparaît, il est constitué une provision pour perte à terminaison.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

Les revenus relatifs à de la maintenance, y compris le support client postérieurement à un contrat, sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle de service.

20) **Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel** : Le Résultat Opérationnel Courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation. Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés, les rémunérations payées en actions (plans de souscription d'actions) et les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs (y compris sur les goodwill) et les profits de dilution.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les produits et charges financiers et notamment le coût de financement et les résultats sur cession des actifs financiers et les charges d'impôt sur les bénéfices.

21) **Coût de financement** : Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

22) **Trésorerie et équivalents de trésorerie** : Conformément à la norme IAS 7 « *Tableau des flux de trésorerie* », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Conformément à la norme IAS 39 « *Instruments financiers* », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des

fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

23) **Options de souscription ou d'achat d'actions** : Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « *Paiement fondé sur des actions* », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux cadres dirigeants ainsi que les actions gratuites sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- La juste valeur des options et des actions gratuites attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres réserves » par le débit d'un compte de résultat « Rémunérations payées en actions » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.
- Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Conformément à IFRS 2, les options de souscription d'actions octroyées en contrepartie du contrôle d'une entreprise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont couvertes par la norme IFRS 3 « *Regroupement d'entreprises* ». Aucune charge relative à ces plans n'est enregistrée.

24) **Secteurs opérationnels** : Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Conformément à IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe **Keyrus**. Les secteurs, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont l'activité Grands Comptes (GC) et l'activité Mid Market (MM).

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

25) **Résultat par action** : Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour les années suivantes.

## 26) **Politique de gestion des risques financiers**

En matière de risque de change, plus de 80% du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en euro et près de 100% dans la même devise que les coûts de production correspondant. Dans ce contexte la société ne pratique pas de couverture du risque de change.

En ce qui concerne le risque de taux, la dette financière est à taux variable. Dans le contexte de taux favorable actuel, le Groupe envisage de mettre en place une couverture de taux sur le second semestre 2016 afin de sécuriser son coût de financement avantageux.

## **Note 2. – Evènements postérieurs à la clôture**

Dans la continuité de sa stratégie d'investissements dans l'innovation et les offres différenciantes mais complémentaires de son offre de valorisation de la donnée et de transformation numérique, Keyrus a pris une participation minoritaire dans la société Z#bre, acteur pionnier du conseil et du développement de stratégie, de produits et de services autour de l'« objet connecté ». Cet investissement scelle un accord de partenariat commercial et technologique entre nos deux sociétés : non seulement celles-ci conjuguent leurs forces commerciales et leurs expertises technologiques pour répondre aux enjeux de l'objet connecté que peuvent avoir nos clients, mais Z#bre pourra également exploiter la plateforme Rays de traitements algorithmiques développée par Keyrus pour compléter sa propre plateforme et apporter une compréhension plus pointue de l'expérience client autour des objets connectés déployés.

Les parts d'un minoritaire de Keyrus Capital Market détenant 17% de la société ont été reprises.

Après avoir conforté une place solide au Brésil, le groupe souhaite se développer progressivement en Amérique Latine en commençant par les marchés porteurs actuels. Ainsi, une filiale est en cours de constitution en Colombie.

Absys-Cyborg continue sa stratégie d'acquisitions ciblées de fonds de commerce afin de renforcer sa base installée, d'acquérir de nouveaux clients sur lesquelles développer les ventes en rebond et d'optimiser la productivité de sa force de production. Dans ce cadre, Absys-Cyborg a conclu, en juillet 2016, le rachat du fonds de commerce I-Car, base installée Sage spécialisée sur les concessionnaires automobiles.

### **Note 3. – Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations**

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs – particulièrement les goodwill, les impôts différés actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, l'évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes consolidés ont été établis en tenant compte du contexte économique actuel, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d'acquisition, la valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

### **Note 4. –Faits marquants de l'exercice et évolution du périmètre de consolidation**

Les principales modifications intervenues au cours du premier semestre dans le périmètre de consolidation résultent des événements suivants :

- Rachat de 51% de Navigha par Keyrus Belgique, société de conseil en management opérant sur le marché belge. Cette opération a été réalisée en apportant les activités de conseil en management belges de Keyrus à Navigha et en créant un acteur du conseil de près de 50 collaborateurs renommé Keyrus Management Belgique.
- Rachat de 55% de Medqualis par Keyrus SA, société spécialisée en Biopharma opérant au Canada et au Nord des Etats-Unis. Cette acquisition permet aux activités Biopharma de Keyrus de pénétrer le marché nord-américain.
- Rachat de 100% de Creac'h par Keyrus Management. Creac'h est un cabinet de conseil en management parisien spécialisé dans la fonction RH et le SIRH. Cette acquisition vient renforcer la division RH de Keyrus Management.



- Rachat de titres de minoritaires sur BIPB (24,5%) par Keyrus SA, ce qui porte la participation de Keyrus dans BIPB à 100%.
- Rachat de titres de minoritaires sur Up Generation (20%) par Keyrus SA, ce qui porte la participation de Keyrus dans la société à 100%.
- Rachat de titres de minoritaires sur Keyrus Management Régions (5%) par Keyrus SA, ce qui porte la participation de Keyrus dans la société à 90%.
- Création d'une filiale à 100% en zone franche de Dubaï qui a pris le contrôle de l'entité dubaïote précédemment détenue à 20% par BIPB.

Le périmètre comprend les sociétés suivantes :

Nom au 30/06/2016	Siège	Date de clôture des comptes sociaux	% de contrôle	% d'intérêt	Période de consolidation
KEYRUS	Paris - France	31 décembre	Société consolidante		01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Management	Paris - France	31 décembre	90%	90%	01/01/16 - 30/06/16
Kadris Group	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Kadris Consultants	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Canada Inc	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Suisse	Genève - Suisse	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Belgium	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Luxembourg	Luxembourg	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Espagne (Etica Software)	Madrid - Espagne	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus do Brazil (Etica Do Brazil)	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Maurice	Ile Maurice	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Limited	Hong Kong	31 décembre	70%	70%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Chine	Shangai	31 décembre	70%	70%	01/01/16 - 30/06/16
Equinox	Tunis - Tunisie	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	68%	68%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Israël	Tel Aviv - Israël	31 décembre	70%	70%	01/01/16 - 30/06/16
Vision BI	Tel Aviv - Israël	31 décembre	51%	36%	01/01/16 - 30/06/16
Vision BI USA	New York - USA	31 décembre	51%	36%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Capital Market	Paris - France	31 décembre	77%	77%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus UK	Londres - UK	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Biopharma Belgium	Lane - Bruxelles	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Biopharma Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	90%	90%	01/01/16 - 30/06/16
Absys - Cyborg	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Absys - Cyborg Belgique	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Up Génération	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Rheims	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	70%	70%	01/01/16 - 30/06/16
BIPB Group Limited	Londres - UK	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
BIPB Limited UK	Londres - UK	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
BIPB LLC US	New York - USA	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
BIPB SARL	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Créac'h Consulting	Paris - France	31 décembre	100%	90%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Biopharma Innovation	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Talents	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Management Régions	Lyon - France	31 décembre	90%	88%	01/01/16 - 30/06/16
Medqualis	Montréal - Canada	31 décembre	55%	55%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Middle East DMCC	Dubaï - EAU	31 décembre	100%	100%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Middle East Software Trading LLC	Dubaï - EAU	31 décembre	49%	80%	01/01/16 - 30/06/16
Keyrus Management Belgique	Bruxelles - Belgique	31 décembre	51%	51%	01/01/16 - 30/06/16

#### Note 5. – Information par secteurs opérationnels et par zone géographique.

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel du Groupe (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de deux secteurs opérationnels : Grands Comptes (GC) et Mid Market (MM)

La Direction mesure la performance de chaque segment sur la base :

- du « résultat opérationnel » tel que définie en note 1 §20. La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.
- des actifs sectoriels (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées, des clients et des autres créances).

Les données par segment suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe.

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité des Grands Comptes et du Mid Market.

en Milliers €	30/06/2016			30/06/2015			31/12/2015		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
<b>Produits</b>									
Ventes externes	89 338	23 994	113 332	76 320	24 014	100 334	154 985	46 968	201 953
Total produits des opérations	89 338	23 994	113 332	76 320	24 014	100 334	154 985	46 968	201 953
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	358	2 047	2 405	1 139	1 924	3 063	4 195	3 878	8 072
Autres produits et charges opérationne	-448	-335	-784	-484	-62	-547	-2 351	-5	-2 356
<b>Résultat Opérationnel</b>	-90	1 711	1 621	655	1 862	2 517	1 844	3 873	5 717

en Milliers €	30/06/2016				30/06/2015				31/12/2015			
	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total
<b>Bilan :</b>												
<b>Actifs</b>												
Goodwills	32 871	12 147		45 018	30 341	12 147		42 488	28 165	12 147		40 312
Immobilisations nettes	2 733	890		3 623	2 459	670		3 129	2 284	634		2 919
Actifs sectoriels	70 459	16 679	-5 154	81 985	69 486	16 324	-4 964	80 846	74 200	19 755	-5 806	88 148
Autres Actifs	50 016	9 803	-12 663	47 155	46 744	7 775	-10 712	43 807	50 501	9 158	-11 911	47 748
<b>Total des actifs consolidés</b>	<b>156 079</b>	<b>39 519</b>	<b>-17 817</b>	<b>177 781</b>	<b>149 031</b>	<b>36 915</b>	<b>-15 676</b>	<b>170 270</b>	<b>155 150</b>	<b>41 694</b>	<b>-17 717</b>	<b>179 127</b>

La décomposition géographique du chiffre d'affaires se décline comme suit :

Secteurs secondaires

Chiffres d'affaires

En % du chiffre d'affaires	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
France	63%	65%	64%
Europe Zone Euro hors France	21%	18%	19%
Autres	16%	17%	17%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

**Note 6 – Charges de personnel**

en milliers d'€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Salaires et traitements	49 559	43 647	83 995
Charges sociales	18 141	16 198	30 181
Autres charges de personnel	1 320	941	2 005
Engagements retraites		48	142
<b>TOTAL</b>	<b>69 020</b>	<b>60 835</b>	<b>116 324</b>

Au premier semestre 2016, un Crédit Impôt Recherche d'un montant actualisé net d'honoraires de 1,8M€ a été comptabilisé en diminution des charges de personnel. Par ailleurs, l'impact du CICE s'élève à 0,6M€ pour le premier semestre 2016.

Effectifs	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Effectif opérationnel	1 871	1 662	1 753
Effectif commercial et administratif	398	356	371
<b>Total effectif</b>	<b>2 269</b>	<b>2 018</b>	<b>2 124</b>

Les effectifs salariés présentés ci-avant sont ceux inscrits à la clôture de chaque période.

## Note 7 – Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Charges de réorganisation	-599	-475	-634
Résultat de cession d'actif	-10	-5	-142
Autres	-175	-67	-1 581
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>-784</b>	<b>-547</b>	<b>-2 356</b>

Les charges de réorganisation concernent principalement les entités françaises, Grands Comptes et Mid Market.

## Note 8 – Résultat financier

En milliers d'€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Intérêts et autres produits financiers	-14	-12	-46
Total produits financiers	-14	-12	-46
Intérêts et charges assimilées	625	602	1 415
Total Charges financières	625	602	1 415
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-639</b>	<b>-614</b>	<b>-1 461</b>

en milliers d'€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Gains de change	416	756	1 318
Produits de désactualisation sur créances d'exploitation	347	288	580
Autres produits financiers	89	57	723
Total produits financiers	851	1 101	2 621
Pertes de change	367	602	1 532
Autres charges financières	101	108	235
Variation justes valeurs de titres disponibles à la vente	19	34	
Total Charges financières	486	744	1 767
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>365</b>	<b>356</b>	<b>854</b>

Les produits financiers concernent principalement un profit de désactualisation des instruments financiers et du CIR pour 347 K€.

Les autres charges financières incluent principalement les pertes de désactualisation des éléments de dettes financières (52 K€).

## Note 9 – Impôts

### Analyse de la charge d'impôts

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Impôt différé	-71	218	164
Impôt exigible	-1 156	-1 051	-1 974
<b>Charge (+) ou produit (-) d'impôt</b>	<b>-1 228</b>	<b>-833</b>	<b>-1 810</b>

La charge d'impôts exigible intègre un montant de CVAE s'élevant à 0,7M€ au 30 juin 2016 (0,7M€ au 30 juin 2015 et 1,4M€ au 31 décembre 2015). La hausse de la charge d'impôts est principalement liée aux impôts différés comptabilisés, en particulier sur les filiales qui étaient en perte l'année dernière et sont devenues profitables cette année.

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Résultat avant impôts	1 347	2 259	5 110
Taux théorique d'imposition	33,33%	33,33%	33,33%
<b>Charge (+) ou produit d'impôt (-) théorique</b>	<b>449</b>	<b>753</b>	<b>1 703</b>
Rapprochement :			
Différences permanentes	-576	-295	-1 857
Activation des impôts différés nés sur exercices antérieurs		-135	
Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus	988	-3	910
Impact du report variable	-10	-52	-48
Effet des différences de taux d'imposition	-79	114	195
Crédit d'impôt et CVAE (1)	443	432	881
Autres	14	19	26
<b>Charge (+) ou produit (-) d'impôt effectivement constaté</b>	<b>1 228</b>	<b>833</b>	<b>1 811</b>
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>91,21%</b>	<b>36,86%</b>	<b>35,43%</b>

(1) Y compris l'impact du classement de la CVAE en Impôt pour 443K€ (461K€ en 06-2015)

La société Keyrus SA est tête de l'intégration fiscale composée de la société Absys-Cyborg depuis le 01/01/01. Dans le cadre de cette intégration, les relations entre la société et la société tête de groupe sont régies par une convention dont le principe général est le suivant : toutes les dispositions ont pour principe commun que, durant son appartenance au groupe résultant du régime de l'intégration fiscale mis en place entre la société tête de groupe et la filiale, celle-ci se trouve, dans toute la mesure du possible, dans une situation identique en actif, passif, charges, produits, risques et prérogatives à celle qui aurait été la sienne en l'absence du groupe fiscal.

## Note 10 – Goodwill

en Milliers €	TOTAL
<b>Valeur brute :</b>	
<b>Au 1er janvier 2015</b>	42 368
Acquisitions	
Reclassement comme disponibles à la vente	-150
Cessions	
Autres variations et ajustements	-479
<b>Au 31 décembre 2015</b>	41 739
Acquisitions	4 377
Reclassement	
Cessions	
Autres variations et ajustements	329
<b>Au 30 Juin 2016</b>	<b>46 444</b>
<b>Dépréciations :</b>	
<b>Au 1er janvier 2015</b>	
Dotation de l'exercice	-1 427
<b>Au 31 décembre 2015</b>	-1 427
Dotation de l'exercice	
<b>Au 30 Juin 2016</b>	<b>-1 427</b>
<b>Montant net comptable au 30 Juin 2016</b>	<b>45 018</b>
Au 31 décembre 2015	40 312

Au 30 juin 2016, l'allocation des écarts d'acquisition des sociétés Navigha, Créac'h et Medqualis est provisoire. A ce stade, il n'y a pas d'écart d'évaluation significatif identifié.

Le montant net comptable est réparti de la manière suivante :

En milliers €	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Grands Comptes	32 871	30 341	28 165
Middle Market	12 147	12 147	12 147
<b>TOTAL</b>	<b>45 018</b>	<b>42 488</b>	<b>40 312</b>

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels, en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calculs de la valeur d'utilité.

Au 30 juin 2016, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Les tests de valorisation seront effectués lors de l'arrêté annuel des comptes.

## Note 11 – Immobilisations incorporelles et corporelles

en Milliers €	Concessions, brevets, logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total des immobilisations corporelles
<b>Valeur brute :</b>					
<b>Au 1er janvier 2015</b>	1 515	1 683	3 199	5 900	5 900
Acquisitions	82	120	202	1 176	1 176
Cessions/Mises au rebut	-141	-8	-149	-135	-135
Ecart de change	48	-76	-28	-232	-232
<b>Au 1er janvier 2016</b>	1 504	1 720	3 224	6 709	6 709
Acquisitions	34	11	45	1 139	1 139
Cessions/Mises au rebut	-25		-25	-719	-719
Variation de périmètre		15	15	127	127
Ecart de change	-13	42	30	152	152
<b>Au 30 juin 2016</b>	<b>1 501</b>	<b>1 788</b>	<b>3 288</b>	<b>7 407</b>	<b>7 407</b>
<b>Amortissements cumulés et pertes de valeurs :</b>					
<b>Au 1er janvier 2015</b>	1 037	1 463	2 500	3 578	3 578
Charge d'amortissement de l'exercice	264	95	358	811	811
Cessions/Mises au rebut		-1	-1	-89	-89
Variation de périmètre					
Ecart de change	34	-53	-19	-125	-125
<b>Au 1er janvier 2016</b>	1 334	1 504	2 838	4 176	4 176
Charge d'amortissement de l'exercice	88	31	119	456	456
Cessions/Mises au rebut	-34		-34	-709	-709
Variation de périmètre		15	15	107	107
Ecart de change	-11	34	23	82	82
<b>Au 30 juin 2016</b>	<b>1 376</b>	<b>1 584</b>	<b>2 961</b>	<b>4 111</b>	<b>4 111</b>
<b>Montant net :</b>					
<b>Au 30 juin 2016</b>	<b>124</b>	<b>204</b>	<b>328</b>	<b>3 296</b>	<b>3 296</b>
AU 31 décembre 2015	170	216	386	2 533	2 533



## Note 12 – Autres actifs non courants

En milliers d'€	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
<b>Solde au 31/12/2014</b>	<b>23 351</b>	<b>33</b>	<b>23 318</b>
Augmentation	668		668
Remboursement	-1 574		-1 574
Variation de périmètre	77		77
Reclassement et Autres variations	293	5	288
<b>Solde au 31/12/2015</b>	<b>22 815</b>	<b>38</b>	<b>22 777</b>
Augmentation	2 939		2 939
Remboursement	-89		-89
Variation de périmètre	120		120
Reclassement et Autres variations	60	-1	61
<b>Solde au 30/06/2016</b>	<b>25 846</b>	<b>37</b>	<b>25 809</b>

En milliers d'€	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Dépôt de garantie et prêts	3 582	2 907	3 149
Titres de participations non consolidés	383	1 129	549
Autres créances part à plus d'un an	21 844	20 153	19 079
<b>TOTAL</b>	<b>25 809</b>	<b>24 190</b>	<b>22 777</b>

Les autres créances à plus d'un an correspondent essentiellement aux créances de crédit d'impôt recherche et de crédit d'impôt emploi compétitivité des exercices 2013, 2014, 2015 et du premier semestre 2016.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

## Notes 13 - Stocks

Les stocks sont principalement constitués de logiciels.

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Marchandises	59	57	40
<b>Total au coût</b>	<b>59</b>	<b>57</b>	<b>40</b>
<b>Dépréciation à l'ouverture</b>	<b>-34</b>		
Variation			-40
Ecart de conversion	-7		6
<b>Dépréciation à la clôture</b>	<b>-41</b>		<b>-34</b>
<b>TOTAL NET</b>	<b>19</b>	<b>57</b>	<b>6</b>

## Note 14 – Créances clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Créances clients	69 180	58 965	67 645
Dépréciation sur créances clients	-2 491	-2 356	-2 374
Montant net des créances clients	66 688	56 609	65 270
Autres débiteurs nets	6 918	15 781	14 687
Charges constatées d' avance	8 407	8 510	8 208
<b>TOTAL</b>	<b>82 013</b>	<b>80 900</b>	<b>88 165</b>

Les autres débiteurs nets comprennent principalement des créances de TVA.

Le solde clients se décompose comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
<b>Echéances</b>			
Non échues	53 934	46 713	52 698
Entre 0 et 30 jours	6 968	5 207	8 053
Entre 31 et 60 jours	2 573	1 877	2 738
Entre 61 et 90 jours	1 024	1 438	1 582
Entre 91 et 180 jours	828	853	281
Entre 181 et 360 jours	1 828	848	614
Plus de 360 jours et douteux	2 023	2 029	1 679
<b>TOTAL</b>	<b>69 180</b>	<b>58 965</b>	<b>67 644</b>

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 2 491K€ (2 374K€ à fin 2015). Cette provision a été déterminée en fonction des facteurs identifiés à la clôture. Le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

## Note 15 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

RUBRIQUES	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Équivalents de trésorerie	1 046	3 714	5 316
Trésorerie	15 706	10 596	14 980
<b>TOTAL</b>	<b>16 753</b>	<b>14 309</b>	<b>20 297</b>

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois. Le montant comptabilisé approche la juste valeur de ces actifs.

La trésorerie retenue dans le tableau des flux de trésorerie s'entend comme suit :

RUBRIQUES	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie bruts	16 756	14 313	20 300
Découverts bancaires	-2 066	-3 832	-34
Autres	-21	-2	-2
<b>Trésorerie du tableau des flux</b>	<b>14 669</b>	<b>10 478</b>	<b>20 263</b>

## Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

## Note 16 – Provisions

En milliers d'€	31/12/2015	Effet de l'écart de change	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement	30/06/2016
Provisions pour risques & charges	7 430	183	450		-321	-1 423	6 319
Provisions pour engagement retraite	1 154						1 154
<b>Provisions non courantes</b>	<b>8 585</b>	<b>183</b>	<b>450</b>		<b>-321</b>	<b>-1 423</b>	<b>7 474</b>
Provisions pour risques	2 743	11	532	-1 257	-596	1 423	2 856
Provisions pour charges							
<b>Provisions courantes</b>	<b>2 743</b>	<b>11</b>	<b>532</b>	<b>-1 257</b>	<b>-596</b>	<b>1 423</b>	<b>2 856</b>

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Les provisions pour risques et charges correspondent essentiellement :

- Provisions pour litiges sociaux et prud'homaux : 1.873K€
- Provisions pour risques client, garantie et pertes à terminaison : 3.265K€
- Provision pour engagement de retraite : 1.154K€
- Autres provisions pour risques & charges : 4.037K€

## Note 17 – Passifs financiers

RUBRIQUES	30/06/2016	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	12 528	2 538	7 977	2 013
Financement de créances	17 416	9 733	7 683	
Découvert bancaires	2 066	2 066		
Autres passifs financiers	5 780	1 318	4 462	
<b>TOTAL DETTES FINANCIERES</b>	<b>37 790</b>	<b>15 656</b>	<b>20 122</b>	<b>2 013</b>

RUBRIQUES	31/12/2015	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Augmentation	Remboursement	Autres	30/06/2016
Emprunts bancaires	6 717	516	83	9 591	-4 379	-1	12 528
Financement de créances	24 782			996	-11 010	2 648	17 416
Découverts bancaires	34		16	2 016			2 066
Autres passifs financiers (dont put et earn-out)	5 521	5	1 642	-478		-911	5 780
<b>TOTAL DETTES FINANCIERES</b>	<b>37 055</b>	<b>521</b>	<b>1 741</b>	<b>12 125</b>	<b>-15 388</b>	<b>1 737</b>	<b>37 790</b>

Les montants des emprunts bancaires et des découverts bancaires sont libellés en euros.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des passifs financiers hors emprunts bancaires correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les emprunts bancaires à hauteur de 12,8M€ (contre 10,5M€ à fin 2015) sont conclus à des taux d'intérêt variables pour près des deux tiers du montant et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation des taux. Les intérêts sur les dettes à taux variable sont principalement indexés sur l'Euribor 3 mois.

Les découverts sont conclus à des taux variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation de taux.

Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable.

Les découverts bancaires sont payables sur demande de la banque.

### Emprunts et assimilés

Le Groupe a refinancé son endettement au moyen terme au cours du premier semestre 2016, dans le cadre de la conclusion d'un crédit syndiqué sur cinq ans permettant de financer la

croissance externe de Keyrus pour les trois prochaines années. Le montant maximal de tirage est de 18M€. Un financement BPI France de 5M€, adosé à ce crédit syndiqué et amorti sur 7 ans, a également été souscrit au premier semestre :

- Crédit syndiqué : emprunt bancaire en date du 23 février 2016 pour un montant de tirage maximum de 18M€.
  - Solde au 30 juin 2016 : 4,3M€
  - Durée de l'emprunt : 5 ans
  - Remboursement semestriel
  - Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois + marge de 1,25 à 2,00 selon le ratio de covenant R1 atteint
  - Ratios financiers
    - R1 : Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3 sur la durée des obligations.
    - R2 : Le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée des obligations.
  
- BPI France : Prêt Croissance Internationale en date du 8 février 2016 pour un montant de 5M€ :
  - Solde au 30 juin 2016 : 5M€
  - Durée de l'emprunt : 7 ans
  - Remboursement en 20 versements trimestriels après 2 ans de différé
  - Taux d'intérêt fixe de 2,42%
  - Aucun ratio financier applicable

Compte tenu de l'encours financier à taux variable et du contexte de taux négatif en Europe, la hausse du taux de 1% devrait avoir un impact négatif sur le compte de résultat de moins de 100K€.

De manière générale, l'ensemble des financements du groupe respectent les covenants bancaires.

- *Autres passifs financiers*

Les autres passifs financiers correspondent aux financements obtenus suite aux cessions de créances de CIR 2013 et CICE 2013 à 2015, aux options d'achats des minoritaires des sociétés acquises par le Groupe et aux clauses d'earn-out liées aux acquisitions du Groupe.

**Note 19 – Autres passifs courants**

En milliers d'euros	Montant au 30/06/2016	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	Montant au 31/12/2015	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
Provisions à court terme	2 856	2 856		2 744	2 744	
Fournisseurs et comptes rattachés	24 655	24 655		27 519	27 400	119
Dettes fiscales et sociales	40 500	40 380	120	40 288	40 066	221
Autres dettes	3 315	3 315		2 326	2 326	
Produits constatés d'avance	21 321	21 321		21 149	21 149	
<b>TOTAL</b>	<b>92 647</b>	<b>92 527</b>	<b>120</b>	<b>94 026</b>	<b>93 685</b>	<b>341</b>

## Note 20 - Juste valeur des Instruments financiers au bilan

En milliers d'euros 30/06/2016	Juste valeur par resultat	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
Actifs financiers non courant		25 809			25 809	25 809
Clients		66 688			66 688	66 688
Autres débiteurs		15 325			15 325	15 325
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 753				16 753	16 753
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>16 753</b>	<b>107 822</b>			<b>124 574</b>	<b>124 574</b>
Emprunt obligataires (y compris <1 an)						
Autres passifs (y compris <1 an)			35 720		35 720	35 720
Fournisseurs			24 655		24 655	24 655
Autres créditeurs			24 636		24 636	24 636
Instruments dérivés passif (dérivés de taux désignés comme instrument de couverture)				5	5	5
Concours bancaires courants			2 066		2 066	2 066
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>			<b>87 077</b>	<b>5</b>	<b>87 082</b>	<b>87 082</b>

## Note 21 – Engagements donnés ou reçus

Les montants des contrats de location financement sont comptabilisés au bilan du groupe.

Engagements reçus	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Facilités de caisse France	1 758	1 415	3 900
Ligne OSEO (financement non utilisé)	1 100	3 000	1 857
Ligne CGA (financement non utilisé)	11 217	2 258	3 240
Lignes Brésil (financement non utilisé)	111		1 144
Lignes Espagne (financement non utilisé)	300		150
Lignes Canada (financement non utilisé)	695	723	662

Engagements donnés	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Garanties données à Crédit du Nord	-	900	2 000
Garantie donnée à CGA	7 050		7 066
Garanties données à Itau	1 393	1 153	1 160
Garantie donnée à Bradesco	111		93
Garantie donnée à Santander Brésil	836	865	696
Garantie donnée à Santander Espagne	300		150
Garanties données à Banque Nationale Du Canada	695	723	662

# IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2016

RBA SA  
5, rue de Prony  
75017 Paris

Deloitte & Associés  
185 avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## KEYRUS

Société Anonyme

155, rue Anatole France  
92300 Levallois-Perret

---

### Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2016

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société KEYRUS, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **II- Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 30 septembre 2016

Les Commissaires aux Comptes

RBA SA

Deloitte & Associés

Robert BELLAICHE

Laurent HALFON



## **V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Levallois-Perret, le 30 septembre 2016

Monsieur Eric Cohen

Président Directeur Général